



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES
ALTERNATIVES CEA

FOURNITURE D'INSTRUMENTS DE
RADIOPROTECTION POUR L'ENSEMBLE DES
CENTRES CEA

PIEGEURS TRITIUM ET CARBONE 14

Les parties en rouge sont à renseigner par le soumissionnaire

Les parties en bleu seront à renseigner par le CEA ou à retirer selon le cas

Projet d'accord-cadre DAPS/S2MN/CC/PM/RADIOPRO2025-PIEGEURS

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Eric STEHLE, agissant en qualité de Directeur des achats et partenariats stratégiques,

ci-après dénommé « **CEA** », d'une part,

ET :

La SOCIETE (Contractant unique) **RAISON SOCIALE**, dont le siège social est situé : **ADRESSE**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **VILLE**, sous le numéro **NUMERO SIRET VILLE**, représentée par **PRENOM NOM**, agissant en qualité de **Fonction**

ci-après dénommée « **le Titulaire** » d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre de Paris Saclay | 91191 Gif-sur-Yvette Cedex
T. +33 (0)1 69 08 27 80 | F. +33 (0)1 69 08 82 68

Direction des achats et des partenaires
stratégiques

Service stratégie et marchés nationaux

Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION.....	4
ARTICLE 4 - DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 7 - GARANTIE.....	14
ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	15
ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIERES	16
ARTICLE 10 - CARACTERE ET REVISION DES PRIX	17
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	18
ARTICLE 12 - REGIME FISCAL	19
ARTICLE 13 - PENALITES	19
ARTICLE 14 - DUREE D'APPLICATION	20
ANNEXE 1 – PRIX ET DELAIS DE LIVRAISON	21
ANNEXE 2 – BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES	22

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui les accepte, la fourniture des instruments de radioprotection suivants :

Piégeurs Tritium et Carbone 14.

Le présent accord-cadre s'exécute dans le cadre d'une multi-attribution et sur la base de bons de commande.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Liste des documents

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord, lesquelles prévalent, et de ses annexes qui en fait partie intégrante, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions et réponses transmises dans le cadre de la procédure en date du [DATE1 et DATE 2 ...] ;
- le cahier des charges Fournitures d'instruments de radioprotection et ses annexes, référencé DAPS/S2MN/CDC/FOURNITURE RADIOPRO 2024 ;
- le Kit Pacha constitué de « Mise en place de l'achat électronique » version 1.10 du 25/02/2019 et d'un répertoire « modèle de catalogue.zip » ;
- les dispositions particulières définies dans les bons de commande émis par le CEA ;
- les dispositions particulières applicables sur chaque établissement CEA en matière d'accès, de discipline, de santé et de sécurité ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (édition janvier 2021) ;
- et, à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [référence Offre Soumissionnaire] en date du [DATE de l'offre].

2.2 Acceptation des dispositions

Les conditions générales de vente du Titulaire sont inopposables quelle qu'en soit la forme, hormis celles issues des dispositions légales d'ordre public.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions.

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord-cadre peut être utilisé par les bénéficiaires suivants : l'ensemble du CEA (les 9 centres et le cas échéant, les annexes rattachées, les unités mixtes de recherche (UMR) dont le CEA est tutelle, et toute autre entité dont le CEA est partenaire).

Toutes les dispositions du présent accord-cadre sont mises en œuvre pour l'ensemble de ces bénéficiaires, sauf dispositions contraires expressément établies par l'un d'entre eux.

ARTICLE 4 - DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

Les fournitures, objet de l'accord-cadre sont spécifiquement décrites au cahier des charges et ses annexes, ci-dessus référencé. Elles comprennent les instruments suivants ainsi que les accessoires associés:

Piégeur Tritium
Piégeur Carbone 14

Et incluent les fournitures et prestations connexes suivantes :

- fourniture des caractéristiques techniques (fiches et notices...) telles que détaillées au chapitre 3.2 ;
- fourniture des accessoires, pièces détachées, de rechange associées et consommables assortis, listés au bordereau des prix en annexe de l'accord-cadre ;
- fourniture de catalogues annuels fournisseur ;
- fourniture du catalogue PACHA au format CEA pour l'ensemble des produits et ses mises à jour ;
- livraison sur site (plateforme de livraison) ou dans le local de destination;
- conseil et assistance pour la mise en service, le maniement de l'instrument selon le cas ;
- maintenance pendant la période de garantie, service après-vente/support aux utilisateurs et suivi de l'obsolescence ;
- prestations de mise en service et de formation, le cas échéant.

L'ensemble est dénommé ci-après « les prestations ».

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

5.1 Conditions générales

Les prestations, dont le Titulaire assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard des établissements CEA. Si le résultat, tel que la qualité des produits ou les délais de livraisons, n'était pas atteint, le CEA peut appliquer les pénalités à l'article Pénalités ci-après et/ou résilier le présent accord-cadre aux torts du Titulaire conformément aux dispositions des CGA du CEA.

Si le CEA commande une référence qui n'est plus au catalogue ou plus disponible, le Titulaire s'engage à remplacer ce produit par un produit équivalent en le facturant au même montant que le produit initial. Ce remplacement s'effectue avec l'accord du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre, s'engage à les effectuer dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leurs sont applicables et dans le souci d'en optimiser la qualité.

5.2 Performances techniques - normes

Les fournitures proposées au titre des commandes doivent être conformes aux exigences, normes et référentiels définis au cahier des charges.

5.3 Personnel du Titulaire

5.3.1 Conditions d'accès dans le cadre de livraison ou d'interventions

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront avoir accès aux établissements CEA qu'après la constitution d'un protocole de sécurité entre le Titulaire ou son sous-traitant et l'établissement CEA livré.

Les personnels du Titulaire ou de ses sous-traitants doivent se présenter, munis d'une carte d'identité ou d'un passeport, à l'entrée principale de chaque établissement CEA, ou éventuellement aux endroits spécifiquement précisés par chaque établissement CEA lors de l'édition du protocole de sécurité.

L'information du CEA sur la date de livraison/intervention doit se faire préalablement à la date de rendez-vous, en fonction des directives propres à chaque centre CEA (Centre DAM, 10 jours ouvrés a minima, 7 jours ouvrés pour les centres civils). Les principaux renseignements qui sont à fournir pour toute personne devant entrer sur un établissement CEA, sont :

- nom de la société ;
- nom/prénom de la personne ;
- fonction de la personne ;
- date et lieu de naissance de la personne ; □ nationalité de la personne ; □ adresse personnelle.

5.3.2 Obligation générale du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur les établissements CEA, et plus généralement, à toute instruction qui lui sera donnée par le

CEA, notamment à travers le cahier des charges. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur l'établissement CEA où sont exécutées les prestations ;
- aux articles R.4515-1 et suivants du Code du travail (codifiant l'arrêté du 26/04/1996) prévoyant la constitution d'un protocole de sécurité pour les opérations de chargement/déchargement entre l'établissement CEA (ou sa plateforme de livraison) et le transporteur ;
- aux règlements édictés par les établissements CEA concernés en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité.

Il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut avoir accès aux établissements CEA.

5.3.3 Accès au Centre - Délivrance du laissez-passer

Le personnel du Titulaire doit se présenter à l'accueil des établissements CEA muni des pièces suivantes :

- le formulaire CEA de demande d'accès dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des laissez-passer) ;
- la carte nationale d'identité ou le passeport ;
- le formulaire d'attestation de l'employeur, fourni par le CEA et dûment complété par le Titulaire, dans les cas d'un séjour de courte durée des personnels du Titulaire dans les établissements CEA. Le séjour de courte durée s'entend comme suit :
 - pour les salariés d'entreprises extérieures français et étrangers ressortissants de l'Union européenne : vingt (20) jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six (6) mois ;
 - pour les salariés d'entreprises extérieures non ressortissants de l'Union Européenne : cinq (5) jours ouvrés consécutifs ou non au maximum, dans une période de six (6) mois.

L'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire. Ce document doit impérativement préciser les dates d'ouverture et de fin de présent accord-cadre.

5.3.4 Retrait de laissez-passer - retrait de personnel

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un agent du Titulaire, auquel cas, il notifie sa décision au Titulaire sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au titre du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait ou remplacement d'un des agents normalement affectés à l'exécution du présent accord-cadre.

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

5.3.5 Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé service < SIPSI > du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

5.3.6 Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de accords-cadres publics et de contrats de concession).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

5.4 Sous-traitance

Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution de certaines prestations spécifiques sans l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CEA et de l'agrément par lui des conditions de facturation. Cette demande d'acceptation doit être accompagnée de tous les éléments permettant de juger de la compétence de ce sous-traitant pour le domaine concerné.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre et de la commande spécifique.

Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par le code de la commande publique.

Il est rappelé à ce titre, que le Titulaire ne peut présenter à l'agrément du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées par les dispositions des Conditions Générales d'Achat.

Les prestations, objet de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées.

Toutefois, même avec l'autorisation de sous-traitance, le prestataire reste responsable et garant envers le

CEA des objectifs, de la bonne et complète exécution des prestations, aucune modification de l'accord ne pouvant en résulter.

Le CEA se réserve le droit d'auditer, d'accepter ou non le sous-traitant proposé par le Titulaire.

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 Formalisme des bons de commandes

Les bons de commande passés dans le cadre du présent accord-cadre sont établis et adressés au Titulaire par les établissements CEA.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu une commande écrite du CEA.

Ces bons de commande devront comporter *a minima* les éléments suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- la référence/numéro du bon de commande
- l'unité demandeuse ;
- les références, désignations et quantités des produits ou prestations commandées;
- les prix nets facturés au CEA par le Titulaire ;
- le montant unitaire ainsi que le montant total des prestations en € HT ;
- le destinataire final ;
- les délais de livraison ;
- l'adresse de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Le Titulaire s'engage à refuser et à signaler au CEA tout bon de commande ne relevant pas du périmètre de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne pourra procéder à la livraison qu'après avoir reçu ce bon de commande.

Chaque bon de commande sera valorisé sur la base des prix indiqués à l'article 9.

Le Titulaire mettra à disposition du CEA une adresse mail dédiée pour l'envoi des bons de commandes si besoin.

Les unités demandeuses dégagent toute responsabilité dans le cas où le Titulaire accepterait une demande sans qu'il lui soit communiqué le bon de commande correspondant, notamment en cas de litige de facturation ou retard de paiement.

6.2 Passation des bons de commande

L'émission des bons de commande intervient sans négociation ni remise en concurrence préalable des Titulaires. Les Titulaires se verront attribuer les bons de commande selon la clé de répartition suivante, classée par ordre de priorité :

- Caractéristiques techniques des fournitures;
- Prix;
- Disponibilité des fournitures et délais de livraison

L'établissement des bons de commande, ci-après désignés « commande », dans le cadre du présent accord-cadre se fait selon les modalités décrites ci-dessous. L'envoi des commandes se fait par voie électronique seulement.

Le Titulaire ne peut imposer de minimum de commande sans avoir obtenu l'accord préalable du destinataire final. En l'absence d'accord, le Titulaire est tenu de livrer sans supplément de prix les produits, quelle que soit la quantité commandée.

Toute commande verbale reçue d'un établissement CEA doit être refusée par le Titulaire.

6.3 Commande PACHA

L'outil de commande en ligne « PACHA » du CEA permet l'accès à un catalogue électronique établi conformément aux dispositions du kit fournisseur mentionné à l'article 2 du présent accord-cadre. Le destinataire final l'utilise pour sélectionner les articles qu'il souhaite commander. A l'issue de la sélection, une commande est générée puis :

- soit transmise par courrier électronique au Titulaire;
- soit injectée sous format EDI dans le système d'information du Titulaire.

La mise en place d'un catalogue PACHA par le Titulaire est une obligation de cet accord-cadre. Il sera mis en place au plus tard 2 semaines après la date de début de cet accord cadre. Les fichiers Excel PACHA seront présentés préalablement à l'acheteur national CEA en charge de l'accord-cadre pour validation, ainsi qu'à chaque mise à jour du catalogue.

Toute mise à jour du catalogue peut intervenir sur la base des prix catalogue fournisseur auxquels seront appliqués les taux de remise définis à l'article 9 de l'accord.

6.4 Commande hors PACHA

Dans le cas où les articles ne sont pas disponibles sur PACHA, le Titulaire établit un devis, pouvant faire, après accord du CEA, l'objet d'une commande dite « SAP », établie par le prescripteur destinataire, et rattachée à l'accord-cadre. Cet article pourra faire l'objet d'ajout au catalogue PACHA s'il fait l'objet de demandes récurrentes, après validation par DAPS/S2MN.

6.5 Conditions d'expédition / Responsabilité, transfert des risques et de propriété

Les fournitures commandées dans le cadre du présent accord, sont livrées DAP (Rendu lieu de destination - Incoterms® ICC 2020), emballage et assurance compris pour la France métropolitaine, jusqu'à la remise des produits le cas échéant à l'adresse indiquée sur la commande. Toute majoration exceptionnelle pour frais de port particuliers ou autres frais doit avoir obtenu l'accord préalable de l'établissement CEA.

Les produits commandés par les établissements CEA sont acheminés par le Titulaire et à ses risques et périls, au lieu de livraison tel que précisé sur la commande correspondante. Il fera son affaire de tout litige avec l'entreprise à qui le transport aura été confié.

Le transfert des risques et de propriété du Titulaire aux établissements CEA s'opèrent à la livraison des produits au point de livraison désigné dans la commande.

6.6 Conditions de livraison

6.6.1 Délais de livraison

Sauf urgences ou conditions particulières négociées au cas par cas entre les Parties, le Titulaire s'engage à fournir les articles qui lui sont commandés dans les délais définis dans son offre (au fichier Excel Cadre de réponse), sous peine d'application des pénalités de retard prévues à l'article PENALITES visé ci-dessous voire de la résiliation anticipée du présent accord-cadre (cf. article RESILIATION ci-dessous).

L'analyse de ces délais de livraison fait partie du suivi statistique à fournir par le Titulaire.

6.6.2 Horaires et lieux de livraison

Le Titulaire s'oblige à livrer durant les heures et jours ouvrés, hors jours de fermeture du centre ou tiers subrogé. Il doit se renseigner chaque année auprès du service achats de chaque établissement CEA pour connaître les horaires d'ouverture et les jours de fermeture de l'établissement.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse indiquée sur la commande émise par l'établissement CEA et conformément à leurs conditions particulières de réception/livraison.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage en France métropolitaine, produit déchargé sur le(s) site(s) du CEA (plateforme de livraison) ou dans le local de destination selon les centres.

6.6.3 Bon de livraison - conditionnement - emballage

Les produits, objet d'une commande, sont regroupés dans un ou plusieurs colis. Un Bon de Livraison (BL) est joint à chaque colis. Il mentionne le numéro de la commande, la date d'expédition, la désignation, la référence des articles, la quantité commandée, la quantité livrée, le nom et bâtiment du destinataire final.

A titre exceptionnel et dérogatoire, l'établissement CEA peut autoriser des livraisons partielles, afin notamment de ne pas retarder la livraison du reste des fournitures énumérées dans la commande.

Les informations relatives au conditionnement et à l'emballage doivent impérativement être jointes au catalogue des produits référencés au titre du présent accord-cadre. Les emballages et conditionnement doivent au maximum être faits en matériaux recyclés.

Le conditionnement (emballage unitaire) doit être adapté aux besoins des utilisateurs, en fonction des produits et des volumes commandés.

L'emballage et le suremballage doivent être prévus d'une façon suffisante, afin de préserver l'intégrité du produit et d'éviter toute dégradation en cours de transport, de manutention, voire de stockage.

Le contrôle des colis, de leur contenu et de la conformité des produits commandés est assuré par le destinataire final indiqué sur la commande.

6.6.4 Livraisons non conformes

La marchandise réceptionnée n'est acceptée qu'après contrôle quantitatif et qualitatif par le destinataire final de l'établissement CEA ou tiers subrogé. Ce dernier dispose de 10 jours ouvrés après la date de livraison, pour vérifier l'état et la conformité du produit livré et faire toutes les réserves utiles. Tout produit non conforme est refusé et repris par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés après la date de l'avis de refus de l'établissement CEA ou tiers subrogé. Le cas échéant, le Titulaire doit faire le nécessaire pour

assurer, à ses frais, le remplacement ou la remise en état des fournitures non conformes dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande de l'établissement CEA ou tiers subrogé. En outre, le Titulaire met en place une procédure de reprise des colis non-conformes.

Les non-conformités de livraison faites en application du présent accord-cadre sont réglées de la manière suivante :

- Produit manquant lors d'une livraison :

L'établissement CEA a la possibilité :

- soit de ne pas régler la facture correspondante au produit non livré ;
- soit de demander au Titulaire de donner la preuve que le produit a bien été livré.

- Erreur d'adresse de livraison par le Titulaire :

- En cas d'erreur de livraison, le Titulaire assume les conséquences sans aucun frais supplémentaire à l'établissement CEA.
- Dans tous les cas de non-conformité de la livraison initiale, le Titulaire prend à sa charge tous les frais afférents (frais de transport, frais de gestion, ...).

- Non-respect des consignes de livraison des établissements CEA :

En cas de non-respect des consignes de livraison des établissements CEA, la livraison est déclarée non conforme. Le Titulaire reprend la livraison complète et effectue une nouvelle livraison.

- Emballage détérioré :

L'établissement CEA a la possibilité :

- de demander la reprise du produit dont l'emballage est détérioré par le Titulaire ;
- de demander une nouvelle livraison au Titulaire.

6.7 Suivi de l'exécution des prestations

6.7.1 Obligation d'information

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs et documents permettant de suivre le volume et le bon déroulement des prestations prévues au présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage également à mettre en place un système de traçabilité de ses différents échanges avec le CEA.

Le Titulaire tient le Service stratégie et marchés nationaux (S2MN) du CEA informé de toute offre promotionnelle de plus de trois mois affectant un ou plusieurs produits objet du présent accord-cadre. Cette promotion peut faire l'objet d'une mise à jour du catalogue électronique PACHA.

6.7.2 *Devoir de conseil*

Le Titulaire doit assurer une mission de conseil auprès du CEA sur l'utilisation des produits objet du présent accord-cadre. Dans le cadre de cette mission, le Titulaire s'engage notamment à proposer les produits les plus adaptés aux besoins du CEA.

Il informe le CEA des défauts connus d'un matériel, des changements de politique de son entreprise (abandon d'une gamme de produits, cessation d'activité touchant directement le fonctionnement de l'accord-cadre, etc.) et prend les mesures correctives qui en découlent.

A tout moment le CEA bénéficie gratuitement de la part du Titulaire de conseils et/ou d'informations diverses sur les produits concernés par le présent accord-cadre.

6.7.3 *Réunions de suivi*

Les réunions de suivi seront les suivantes :

- une réunion de lancement fixée par le CEA au plus tard 21 jours après la notification de l'accordcadre,
- des réunions annuelles de suivi, avec des représentants du Titulaire et du CEA, et désignés par eux.

Cette réunion annuelle permet :

- de faire le point sur le fonctionnement de l'accord-cadre ;
- d'identifier les besoins d'évolutions ;
- de traiter les problèmes génériques ;
- d'échanger sur les modalités de suivi des stocks, les seuils et les rythmes d'approvisionnement et de livraison peuvent être révisés lors de ces rencontres ;
- d'échanger sur les volumes prévisionnels des bons de commandes pour l'année N+1 ;
- d'échanger sur le respect des engagements en matière environnementale, □ de traiter les problèmes génériques.

Les décisions d'évolution font l'objet d'un procès-verbal.

Sont également présentés et analysés lors de ces réunions annuelles, les statistiques des bons de commandes, d'approvisionnement, le respect des délais, la bonne exécution des prestations réalisées de la période écoulée liées ainsi que les problèmes techniques et organisationnels pour cette même période, les éventuels besoins d'évolutions.

La fourniture des informations statistiques et tableaux de bord permettant d'assurer le suivi de la prestation sont à la charge du Titulaire. Ces informations doivent être produites par lui et communiquées au CEA au moins 5 jours ouvrés avant la date de réunion fixée pour chaque réunion.

Ces réunions font l'objet de compte-rendu établi par le Titulaire soumis au CEA sous 5 jours ouvrés suivant la date de réunion et validé par le CEA sous 5 jours ouvrés.

Un bilan annuel détaillé et écrit de la prestation est établi par le Titulaire et validé par les deux parties.

Des réunions techniques supplémentaires pourront être organisées d'un commun accord entre les Parties.

6.8 Statistiques

Le Titulaire s'engage à communiquer, à l'expiration de chaque année civile, les états statistiques consolidés en ce qui concerne les volumes livrés à chaque établissement CEA et les chiffres d'affaires correspondants.

Ces états statistiques reprennent, commande par commande, par ordre décroissant relativement au chiffre d'affaires :

- l'établissement CEA ;
- le numéro de la commande ;
- le nom du fabricant
- la famille et la sous famille de produits ;
- le libellé et la référence du produit ;
- date de la commande;
- date de la livraison;
- le délai de livraison en jours ouvrés
- le prix unitaire catalogue fournisseur en € HT ;
- le prix unitaire remise en € HT ;
- le conditionnement de vente;
- Prix en € HT correspondant au conditionnement de vente ;
- la quantité livrée ;
- le montant en € HT de la commande.

Des statistiques environnementales pourront également être demandées (équivalent CO2 par produit, pourcentage de matière recyclée...). Le cadre sera défini lors de la réunion de lancement.

6.9 Correspondants

Le suivi des prestations est assuré par les interlocuteurs nationaux listés ci-après:

- **Pour le CEA :**

- au niveau technique :

Prénom NOM

Tél : XX.XX.XX.XX.XX

Email : [adresse mail](#)

- au niveau contractuel :

Prénom NOM

Tél : XX.XX.XX.XX.XX

Email : [adresse mail](#)

- **Pour le Titulaire :**

- au niveau contractuel :

Prénom NOM

Tél : XX.XX.XX.XX.XX

Email : [adresse mail](#)

- au niveau technique : Premier interlocuteur

Prénom NOM

Tél : XX.XX.XX.XX.XX

Email : [adresse mail](#)

Le Titulaire s'engage à prévenir le CEA de tout changement d'interlocuteur 15 jours avant le remplacement, par simple courrier postal ou électronique.

6.10 Gestion des défaillances

Les défaillances, et notamment les défauts de série, constatées sur des produits doivent faire l'objet d'une procédure permettant le remplacement du matériel par un autre catalogue.

Tout dysfonctionnement de même nature constaté sur plus de 10 produits déclenche une révision anticipée du modèle ; si aucun modèle de même capacité n'est disponible dans la gamme du Titulaire, celui-ci s'engage à proposer pour le même prix un modèle de capacité supérieure en remplacement et ce, pour toute la période restante.

En cas de dysfonctionnement constaté à plus de 2 reprises, le Titulaire doit proposer au CEA un plan d'actions comportant des délais permettant de pallier cette situation ; ce plan doit faire l'objet de l'approbation du CEA. S'il ne constate aucune amélioration dans les délais précités, le CEA peut procéder à la résiliation du présent accord.

ARTICLE 7 - GARANTIE

En sus des dispositions légales, notamment les articles 1641 et suivants du code civil, la garantie s'exerce suivant les conditions de l'article 32.5 des Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA, désignées dans l'article 2 du présent accord.

7.1 Délai de garantie

Par dérogation à l'Article 32.5 Garantie des CGA, le délai de garantie des fournitures est porté à 2 (deux) ans, à l'exception près des consommables.

Les consommables sont définis comme des composants ayant une durée de vie normale inférieure à 12 mois. Le Titulaire a un devoir de transparence lors de sa réponse sur les composants des instruments qu'il commercialise qui répondent à cette définition de « consommables ».

7.2 Délais de mise au point ou de réparation en cas de panne

Pendant toute la période de garantie, le Titulaire a une obligation de résultat et de délai concernant la remise en état de fonctionnement opérationnel de l'instrument en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles prévues dans l'offre du Titulaire.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est, sauf décision écrite expresse du CEA, inférieur à 25 jours. La date d'intervention sera définie conjointement entre le CEA et le Titulaire.

Le point de départ de ce délai de mise au point ou de réparation en cas de panne commence à la date de première intervention sur site du Titulaire ou en cas d'absence d'intervention du Titulaire, à la date de la demande d'intervention du représentant du CEA.

Passé ce délai, le Titulaire encourt des pénalités telles que fixées à l'article Pénalités. Les frais de main d'œuvre, de port et généralement tous autres frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du Titulaire.

7.3 Etendue

Pendant la période de garantie des produits, le Titulaire assurera gratuitement toutes les réparations, échanges de pièces et/ou mises au point nécessaires au bon fonctionnement du matériel, tel que décrit dans la documentation technique du produit.

7.4 Mise en service - Assistance

Le Titulaire fait état des dispositions prises pour la mise en service, pour l'assistance et le conseil nécessaires à l'emploi et à la maintenance des matériels objets de la prestation. La prestation de mise en service n'est pas incluse dans le prix de vente des matériels et fera l'objet d'un devis le cas échéant. Si la mise en service est demandée, le déplacement pourra faire l'objet d'un remboursement de frais de déplacements de l'intervenant selon le barème du CEA en annexe 2.

7.5 Service après-vente

Le service après-vente du Titulaire inclut un support technique (y compris sur les logiciels) gratuit et illimité pendant les jours ouvrés. Le support téléphonique est accessible par téléphone (appel non surtaxé) et par courriel.

Le Titulaire s'engage sur un délai de réponse inférieur à 24H.

7.6 Obligation relative aux pièces détachées et consommables captifs

Le Titulaire s'engage à remplacer les pièces détachées usagées et à fournir les consommables captifs correspondants, pendant une durée minimale de 10 ans à compter de la date d'admission de l'instrument acheté en application du présent accord-cadre.

Dans le cas contraire le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article Pénalités.

ARTICLE 8 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de l'exécution de l'accord.

Le Titulaire est invité, dans la mesure du possible, à privilégier des appareils, outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

Les engagements du Titulaire sont (complétés après remise de l'offre) :

[SYNTHESE DETAILLEE DES ENGAGEMENTS du TITULAIRE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE, a minima en lien avec les labels produits, leur composition /produits toxiques, les emballages, transport et livraison]

Cette clause fera l'objet d'un suivi tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, lors des réunions de suivi annuelles, et le Titulaire devra, sur demande du CEA (lors des réunions annuelles notamment), fournir tout justificatif permettant d'apprécier le respect de ces engagements et de ceux formulés dans son offre.

ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIERES

9.1 Tarifs applicables

Les tarifs applicables figurent en annexe 1 – PRIX et DELAIS DE LIVRAISON du présent accord-cadre et dans les évolutions successives du catalogue de produits.

Ces tarifs sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2024. Ils sont constitués des tarifs des bordereaux, repris dans le catalogue PACHA sur la base des tarifs « catalogue fournisseur » remisés (taux indiqués en annexe 1).

Les prix des fournitures s'entendent franco de port et d'emballage en France métropolitaine, produit déchargé sur le(s) site(s) du CEA (plateforme de livraison ou local de destination selon le site). Ils comprennent également l'assistance et le conseil nécessaires à l'emploi, à la mise en service, et à la maintenance des matériels objets de la prestation pendant toute la période de garantie.

Le Titulaire s'engage à les respecter et à les faire respecter par ses agences ou distributeurs locaux ainsi que l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre et à garantir le CEA de ce fait.

Pour tout nouveau produit ajouté dans PACHA après accord du CEA, dans le périmètre de l'accord-cadre défini à l'article Objet, le Titulaire s'engage à établir une proposition commerciale à partir des taux de remises définis dans son offre financière..

Les produits et les prestations annexes figurant à l'accord-cadre, peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles proposées par le Titulaire, pour une durée donnée. Le Titulaire adresse les offres promotionnelles au CEA et il met à jour le catalogue Pacha selon cette offre. L'offre promotionnelle s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

Les prestations de mise en service et de formation, le cas échéant, sont forfaitisées selon l'instrument (cf. annexe 1).

Les prestations de maintenance et réparation hors période de garantie, quant à elles, feront l'objet d'un devis et d'un bon de commande SAP après validation par le CEA.

9.2 Montant plafond de l'accord

Le montant plafond de cet accord-cadre est fixé à deux millions et cinq cent mille euros hors taxes (**2 500 000 € HT**). Ainsi, les bons de commandes devront avoir des valeurs qui, au cumulé, ne pourront pas dépasser le montant maximum de l'accord-cadre.

Le Titulaire aura l'obligation d'informer le CEA à 50% puis 70% de consommation du montant de l'accord-cadre.

En cas d'atteinte du montant plafond, le Titulaire est dans l'obligation d'en informer, sans délai, le CEA.

ARTICLE 10 - CARACTERE ET REVISION DES PRIX

10.1 Révision des prix

Ils s'entendent nets en euros, hors taxes.

Les prix sont fermes la première année de l'accord. Ils feront l'objet d'une renégociation annuelle.

Dans les deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, le Titulaire transmettra au Service stratégie et marchés nationaux par écrit, sa proposition écrite qui fera ressortir le développement de la formule de révision indiquée ci-après.

Si elle aboutit à une hausse, celle-ci sera plafonnée au montant résultant de l'application des formules de révision ci-dessous.

$$P = P_0 (0.20 + 0.45 * ICHTrev-TS / ICHTrev-TS_0 + 0.35 * MIG EBIQ / MIG EBIQ_0)$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé HT,
- P₀ = Prix initial HT appliqué ou résultant de la dernière révision,
- ICHTrev-TS₀ = Valeur de l'« indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés, {tableau1 ICHTrev-TS - Coût du travail}, ligne Industrie manufacturière » du mois de remise des offres, à savoir [\[MOIS DE VALEUR DE L'INDICE\]](#)
(Source INSEE : <https://www.insee.fr/fr/recherche/recherche-statistiques?q=ICHTrev-TS&debut=0&categorie=1> Rubriques : Statistiques Catégories : Données. Il s'agit d'un indice mensuel) mais publié chaque trimestre.
- MIG EBIQ₀ = Valeur de l'« indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010535358 » du mois de remise des offres, à savoir [\[MOIS DE VALEUR DE L'INDICE\]](#) (Source INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010535358>)
- ICHTrev-TS, MIG EBIQ = Dernières valeurs publiées de ces mêmes indices connus à la date de demande de révision.

Toutes les justifications relatives à l'évolution des prix devront être jointes à la proposition de révision.

Après accord écrit du CEA, la révision prendra effet à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre. Le Titulaire ne pourra en aucun cas transmettre sa proposition écrite au-delà de la date anniversaire de l'accord-cadre. Passé ce délai la révision ne peut s'appliquer pour l'année en cours.

A compter de la prise d'effet de cette révision, les taux seront fermes pour une période d'un an et ce, jusqu'à la prochaine révision.

Si au cours de l'exécution du présent accord-cadre, les indices choisis cessaient de paraître, sans qu'il y soit officiellement substitué de nouveaux indices avec leurs coefficients de raccordement, la méthode retenue serait celle recommandée par l'INSEE.

10.2 Clause de réexamen

Il est prévu à l'accord-cadre une clause de réexamen conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, dans les conditions suivantes.

Compte-tenu du caractère évolutif et imprévisible du montant de certaines matières premières nécessaire à la fabrication de certains instruments, les Parties prévoient ou anticipent d'ores et déjà la réévaluation possible, des bordereaux de prix concernant les fournitures impactées par la hausse ou la baisse du coût de ces matières premières et impactant les prix unitaires de +/- 5%.

Les modifications apportées à ces bordereaux de prix interviendront selon les modalités suivantes :

- La partie à l'origine de la demande de réévaluation communique à l'autre partie, au plus tard dans un délai de soixante (60) jours avant la modification envisagée :
 - le périmètre des modifications envisagées (instruments concernés) et leur fondement (tel que le pourcentage de hausse ou de baisse des matières premières concernées et tout autre élément probant) ;
 - le projet de bordereau de prix modifié.
- Ces modifications font l'objet d'un accord par courrier ou courriel avec accusé de réception. Après accord des 2 parties, les modifications apportées aux bordereaux des prix sont immédiatement applicables.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

11.1 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture (par exemple CAD-C) ;
- le numéro d'engagement : le n° de cet accord composé de 10 chiffres et porté en tête de cet accord lors de la signature et le n° du bon de commande (4000).

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur. **Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA, doivent être transmises en même temps que les factures.**

11.2 Règlement

Sauf dispositions contraires indiquées dans les commandes, le délai de règlement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant et sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'Accord.

Dans le cas d'une livraison partielle, une seule facture est émise au moment de la dernière livraison, correspondant au solde de la commande. Dans le cas où des factures partielles seraient émises,

l'établissement CEA se réserve le droit de bloquer leur traitement et paiement jusqu'au solde effectif de la commande correspondante.

ARTICLE 12 - REGIME FISCAL

Les factures comporteront l'ensemble des droits et taxes en vigueur exigibles au moment du fait générateur. Le présent accord-cadre est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

ARTICLE 13 - PENALITES

Les pénalités définies ci-après sont cumulables et applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires. Elles sont plafonnées à 10% du montant plafond de l'accord-cadre.

Leur application :

- ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une autre réparation relative à un préjudice qui lui aurait été causé du fait du Titulaire (caractère non libératoire),
- fera l'objet de l'envoi d'une facture.

Aucune pénalité n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure. La preuve de force majeure devant être établie par le Titulaire, à charge pour lui de mettre le CEA en mesure de la constater.

13.1 Pénalités applicables à l'exécution de l'accord

13.1.2 Non remise des statistiques et bilans annuels

En cas de non-remise des statistiques et des bilans annuels dans les délais fixés à l'article Statistiques ci-dessus, la pénalité suivante est appliquée : pénalité de 100 euros HT sera appliquée pour chaque semaine de retard plafonnée à 2 000 euros HT.

13.1.3 Retard dans la mise en œuvre du catalogue Pacha.

En cas de retard dans la mise en œuvre du catalogue Pacha telle définie au chapitre « DEFINITION DES PRESTATIONS ASSOCIEES § catalogue Pacha » du cahier des charges, une pénalité de 100 € sera due pour toute semaine de retard à partir de la date de démarrage de l'accord-cadre.

13.1.4 Non-respect des prix

Si constatation est faite que les tarifs sur lesquels s'est engagé le Titulaire ne sont pas appliqués (hors promotion), il est appliqué, à titre de dédommagement, une pénalité fixe de 5 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé avec le CEA par le Titulaire sur les 12 derniers mois du présent accord-cadre.

Une telle constatation est considérée faite si le CEA constate plus de 3 % d'erreur de devis ou de facturation par an à ses dépens.

Ce dédommagement n'interdit pas au CEA d'exiger la rectification des devis correspondants ou de résilier unilatéralement sans délai, sans formalité judiciaire ni indemnités le présent accord-cadre aux torts du Titulaire.

13.2 Pénalités applicables aux bons de commande sur les retards de livraison

Lorsque les délais d'approvisionnement définis dans le bon de commande ne sont pas respectés ou sont dépassés, le Titulaire encourt de plein droit une pénalité de retard de 1/100ème du montant total du bon de commande concerné par jour ouvré de retard à concurrence de 40 % de ce montant hors taxes.

Au-delà de ce plafond de 40 %, la résiliation du bon de commande correspondant pourra être prononcée par le CEA sans mise en demeure préalable, les pénalités pour retard restant acquises.

13.3 Pénalités applicables en cas de non-respect du délai de réparation

Lorsque les délais de mise au point ou de réparation en cas de panne définis à l'article GARANTIE ne sont pas respectés ou sont dépassés, le Titulaire encourt de plein droit une pénalité de retard de 1/30ème du prix de vente de l'équipement concerné par semaine de retard à concurrence de 40 % de ce montant hors taxes.

ARTICLE 14 - DUREE D'APPLICATION

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans fermes à compter du **1^{er} août 2025** (date prévisionnelle de démarrage).

Fait à Saclay, le

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

ANNEXE 1 – PRIX ET DELAIS DE LIVRAISON

(sera renseignée au moment de la signature de l'accord)

ANNEXE 2 – BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES

- 1- Les frais de déplacement des personnels des entreprises Titulaires de contrats d'études et d'ingénierie passés avec le CEA :

Catégorie	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province	Déjeuner	Dîner
	En euros TTC			
Montant plafonds toutes catégories de personnel confondu	92,00	72,00	17,50	22,00

Pour les déplacements d'une durée supérieurs à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds à 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés. * Nuitée + petit déjeuner

- 2- Les frais kilométriques versés aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel :

Nb de km parcourus	Catégorie et puissance fiscale des véhicules				
	4 CV	5 CV	6 CV	Véломoteur (50 à 125 cm cubes)	Motocyclettes (> 50 cm cubes)
	En euros TTC				
< 1000 km/mois	0,29	0,32	0,34	0,07	0,11
> 1000 km/mois	0,14	0,15	0,16	0,07	0,11